



Brussels Studies

La revue scientifique électronique pour les recherches sur Bruxelles / Het elektronisch wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The e-journal for academic research on Brussels

Notes de synthèse | 2009

Bruxelles et la culture

Note de synthèse, EGB n° 8

Brussel en cultuur

Brussels and culture

Jean-Louis Genard, Eric Corijn, Bernard Francq et Christine Schaut



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/brussels/944>

DOI : 10.4000/brussels.944

ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Jean-Louis Genard, Eric Corijn, Bernard Francq et Christine Schaut, « Bruxelles et la culture », *Brussels Studies* [En ligne], Notes de synthèse, mis en ligne le 02 février 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/944> ; DOI : 10.4000/brussels.944



Licence CC BY



Note de synthèse n° 8

Bruxelles et la culture

J.-L. Genard, E. Corijn, B. Francq, C. Schaut

• **Jean-Louis Genard** est philosophe et docteur en sociologie. Il est directeur de l'ISACF "La Cambre", et chargé de cours à l'ULB et aux FUSL. Parmi ses publications, *La Grammaire de la responsabilité* (Cerf, 2000), *Les pouvoirs de la culture* (Labor, 2001), *Qui a peur de l'architecture ?* (avec P. Lhoas, La Lettre Volée, La Cambre, 2004), *Action publique et subjectivité* (avec F. Cantelli, LGDJ, 2007), "Architecture and reflexivity" (G. Pflieger et alii (éd), *The social fabric of the networked city*, EPFL Press, Routledge, Lausanne, Oxford, 2008, p.89-107).

Contact : jean-louis.genard@lacambre-archi.be - ++32 (0)2/643.66.62

• **Eric Corijn** est philosophe de la culture, chercheur en science sociale et professeur de géographie culturelle à la VUB. Il est directeur du groupe de recherche COSMOPO-LIS, City, Culture & society. Il est également coordinateur de la UAB Brussels Stadsplatform (assoc. Univ. de Bruxelles - plate-forme urbaine bruxelloise) et codirecteur des programmes internationaux de master POLIS et "4Cities". Il est vice-président de la Commission régionale de développement de la Région de Bruxelles-Capitale et membre du jury Stadsvernieuwing van Vlaanderen (Rénovation urbaine de Flandre). Il est l'auteur de plus de 200 publications.

Contact : eacorijn@vub.ac.be - ++32 (0)2/629.33.79

• **Bernard Francq** est sociologue, professeur ordinaire à l'Université de Louvain, et chercheur au Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologique (EHESS/Paris). Il a publié, en 2003, *La ville incertaine. Politique urbaine et sujet personnel* (Académia-Bruylant 2006, avec Allegretti G., Laino G., Paba G., Pecoriello A., Rispoli F., Rui S.), *European Handbook for Participation*, Urbact, Paris ; en 2008 (avec Pierart J., Bodeux F.), *La ville à l'épreuve de la santé*, Bruxelles, Editions Politique des Grandes Villes.

Contact : bernard.francq@uclouvain.be - ++32(0)1/045.69.92 - ++32(0)473/94.23.84

• **Christine Schaut** est sociologue, chargée de cours aux Facultés Universitaires Saint-Louis et à l'ISACF "La Cambre". Elle est membre du Centre d'études sociologiques et de l'Institut de Recherches Interdisciplinaire sur Bruxelles. Elle a publié *Mon délit ? Mon origine. Criminalité et criminalisation de l'immigration*, De Boeck-Pol-His, 2000, avec A. Rea, F. Brion, A. Tixhon), *L'insécurité et son traitement politique en Belgique*, (CIS, 2003), *Des justifications de l'action publique délibérative*, (*Espaces et Sociétés*, 2007, avec L. Damay).

Contact : schaut@fusl.ac.be - ++32(0)2/211.79.36 - ++32(0)484/63.12.23

Conférence-débat :
2 février, 19h45

La Bellone
Rue de Flandre, 46
1000 Bruxelles



I. Constats

1. *Le contexte général*

Avec le processus de globalisation, le développement économique s'est progressivement déplacé de la production de biens industriels vers l'investissement dans des biens et services immatériels (copyrights, brevets, tourisme, création d'événements, d'images de marques...) parmi lesquels la culture occupe une position grandissante. Dans la concurrence que mènent entre elles les villes, la culture au sens large devient clairement un facteur de développement et d'attractivité. Les villes globalisées deviennent de plus en plus multiculturelles et exposent les communautés existantes à la question de la cohabitation et de l'hybridation des cultures. La montée du multiculturalisme exige désormais des politiques culturelles qu'elles articulent des visées de reconnaissance avec les politiques de redistribution et d'accès qui ont été progressivement mises en place parallèlement au développement de l'Etat social.

2. *Des atouts, souvent inexploités et/ou contrariés*

a. Petite ville mondiale, Bruxelles vit actuellement une phase de transition. Tout en restant accrochée à des référentiels hérités, elle est prise dans le tourbillon de la mondialisation dont tous les rankings montrent qu'elle est un acteur important.

b. Bruxelles est une ville-métropole dont la réalité urbaine s'étend bien au-delà de ses limites institutionnelles. Le fait urbain se trouve occulté par l'absence de gouvernance métropolitaine, mais aussi, de manière interne, par l'éclatement des divisions communales.

c. Bruxelles est une ville capitale. Alors que les multiples fonctions de capitale que Bruxelles assume au cœur de la reconfiguration institutionnelle de la Belgique ne soutiennent pas vraiment la construction d'un projet de ville intégré, son statut de capitale de l'Europe représente un incontestable atout dans la mesure où la construction d'une Europe postnationale dans un monde globalisé devrait renvoyer vers

sa capitale des attentes et exigences culturelles fortes et innovantes qui prennent leurs distances par rapport aux modèles de centralisation culturelle et de culture de célébration liés traditionnellement aux capitales nationales.

d. Bruxelles est une ville internationale, cosmopolite et jeune. Elle est fortement connectée au monde, dans un contexte où l'importance grandissante de l'espace des flux fait de la connectivité un aspect vital du développement. Sa population est très internationale et multiculturelle. Historiquement espace de contact des cultures latines et germaniques, Bruxelles est aujourd'hui profondément multiculturelle du fait de l'extraordinaire brassage de cultures qu'ont entraîné et qu'entraînent ses évolutions récentes (qu'il s'agisse des immigrations ou des effets du statut de Bruxelles comme capitale européenne). D'autre part, sa démographie, d'ailleurs principalement nourrie par l'immigration, se caractérise par une forte proportion de jeunes qui représente un potentiel de dynamisme totalement en friche actuellement.

e. Et finalement Bruxelles est un vivier international des arts et de la culture. Elle connaît un maillage culturel impressionnant doublé d'une tradition associative extrêmement riche qui prend une part active dans le déploiement de certaines politiques publiques (contrats de quartiers, santé mentale ambulatoire, agences immobilières sociales...) Bruxelles s'impose également comme un pôle international dans différentes disciplines artistiques, comme la danse contemporaine, l'opéra ou de plus en plus les arts plastiques. Des artistes viennent s'y installer. La région connaît aussi le développement de studios d'enregistrement, de bureaux de production... en particulier dans le domaine de l'audiovisuel. Bruxelles possède également un réseau d'écoles artistiques de réputation internationale qui attirent de très nombreux étudiants étrangers de haut niveau qui souvent y entament leur carrière. Culturellement, et en dépit des clivages institutionnels, Bruxelles est avant tout une ville ouverte, dans laquelle l'investissement, les initiatives... de chacun demeurent possibles, sans qu'aucun modèle culturel ne puisse prétendre à l'hégémonie.

f. Bruxelles souffre d'un manque de vision intégrée. Le partage des compétences culturelles entre les communautés française et flamande entraîne une organisation et une institutionnalisation de la culture à Bruxelles qui prend des formes qu'il faut bien qualifier de "communautariste". Ainsi en est-il des lieux culturels qui se trouvent inutilement démultipliés (bibliothèques, centres culturels...) ou encore des stratégies d'accrochage des populations étrangères ou d'origine étrangère à telle ou telle communauté comme l'illustre avec le plus de netteté la création d'un centre culturel marocain flamand, l'instauration de la maison africaine flamande, la politique de cohésion sociale monolingue francophone et les luttes qui se mènent pour la "colonisation culturelle" des primo-arrivants ou des institutions culturelles bilingues ou bicommunautaires. Ce manque de vision intégrée mène à une disjonction de plus en plus forte entre les logiques institutionnelles, la réalité sociale et les pratiques culturelles émergentes :

- La division communautaire des politiques culturelles est de plus en plus en porte-à-faux par rapport à la composition multiculturelle de la ville. Même si l'appartenance francophone reste dominante et si le français demeure largement la langue de communication publique (plus de 95% de la population, contre 35% pour l'anglais et 28% pour le néerlandais), la réalité multinationale et multiculturelle de la population s'ouvre de plus en plus à la mixité et à l'hybridité (plus de 40% des ménages sont multilingues).

- Les pratiques culturelles des publics et notamment des jeunes dépassent largement l'organisation communautaire. Ils fréquentent les lieux culturels selon des critères qui ne sont pas principalement communautaires et se donnent des standards culturels par des voies qui sont de moins en moins celles des actions culturelles subsidiées où se jouent ces querelles communautaires.
- Le secteur culturel s'émancipe de la bipolarité, par exemple par des pratiques de traduction et de sous-titrage systématiques, par des activités d'échanges inter-communautaires de spectacles et d'activités. Se sont créés également des projets résolument bi-communautaires et interculturels comme la Zinneke Parade, le Kunstenfestivaldesarts, BRXLBRAVO... ou des réseaux d'acteurs comme le Réseau des Arts à Bruxelles et le Brussels Kunstenoverleg qui ont conclu un accord culturel et qui travaillent ensemble à la réalisation d'un plan culturel pour Bruxelles.
- D'autres acteurs, n'appartenant pas au monde culturel traditionnel (Assises du tourisme, Beci, syndicats...), invitent à développer des approches culturelles renouvelées faisant de la culture un levier de développement et d'intégration.

II. Questions-problèmes

1. *La place de la culture dans les dispositifs institutionnels*

Au niveau du cadre institutionnel, la question majeure est celle des conditions nécessaires pour que puisse se développer une véritable politique culturelle urbaine pensée en fonction des spécificités de Bruxelles, et non plus essentiellement à partir du cadre bi-communautaire, dont l'horizon est l'homogénéité linguistique des entités fédérées.

2. *Penser la culture sous l'horizon de la capitale de l'Europe*

Le traité de Nice (2001) et le rapport Prodi-Verhofstadt (2001) ont explicitement reconnu que les fonctions de capitale de l'Europe vont au-delà de la simple localisation des institutions européennes, projetant du coup sur Bruxelles des responsabilités au niveau culturel qui ne sont absolument pas assumées aujourd'hui. La question à se poser est alors celle du rôle culturel de la capitale d'une entité postnationale en voie de constitution, au sein d'un monde globalisé dans lequel l'Europe entend faire porter une voix ouverte à l'avenir mais ancrée aussi sur un héritage au sein duquel la culture a pu porter des ambitions centrées à la fois sur la formation de la personne, sur la créativité, la critique et l'émancipation.

3. *La place de la créativité dans le développement urbain*

Dans un monde "postfordiste", la culture fait de plus en plus partie du marché et la socialisation se fait de plus en plus par une consommation esthétisée et expressive. Il existe aujourd'hui un lien profond entre le développement des villes, leur attractivité internationale et leur dynamisme créatif. Il devient donc essentiel que le monde politique prenne la mesure de l'importance de la créativité, mais aussi de la culture en général, de l'éducation et de la R&D comme potentialité de développement urbain.

4. *Penser la ville comme "milieu culturel"*

Les mutations urbaines sont aussi et peut-être d'abord des mutations culturelles dont il faut tenir compte : les usages de la ville changent, les temporalités et rythmes urbains se modifient, la nature et la composition des populations évoluent rapidement... et tout cela s'accompagne de changements culturels que les politiques doivent assumer et anticiper. La question est là de penser la ville comme un véritable milieu culturel qu'évoque sans doute le mieux le mot "urbanité".

5. *Des enjeux d'accès*

Alors que la question de l'accès à la culture qui était au centre des politiques culturelles des années 60-70 tend aujourd'hui à être reléguée par la montée du référentiel de la diversité et du multiculturalisme, mais aussi par celui de l'attractivité qui favorise une réflexion sur la culture orientée vers des populations-cibles, aisées, mobiles et connectées, de la globalisation, une politique culturelle cohérente se devrait de remettre à l'ordre du jour cette question parce que la dualisation de la ville s'accroît et que les nouvelles relations qui s'établissent entre culture et économie tendront à faire des biens culturels des biens de consommation, des jeunes des cibles privilégiées, et à privilégier des formes culturelles orientées vers la seule rentabilité.

6. *Des enjeux d'articulation d'échelles*

Bruxelles possède à la fois un très riche maillage culturel de proximité mais aussi une tradition de culture participative pensée principalement à l'échelle du quartier. Il s'agit là d'un atout indéniable. La montée en puissance du référentiel de l'internationalisation pose aujourd'hui de nouvelles questions, fait apparaître de nouvelles institutions, de nouveaux acteurs (les acteurs du marketing urbain...), recadre les projets culturels vers de nouveaux publics (les touristes, les congressistes...), appelle de nouvelles infrastructures de grande échelle... Cette tension pose des enjeux importants, en particulier parce que les exigences liées à l'internationalisation risquent d'entraîner un décrochement par rapport aux acquis remarquables de la culture de proximité qui est un des atouts culturels de Bruxelles.

7. *Des enjeux multiculturels*

La question des politiques à mener en contexte de multiculturalité est un enjeu essentiel aujourd'hui, en particulier dans les villes qui, comme Bruxelles, ont à l'assumer frontalement. A distance des politiques assimilationnistes et des politiques communautaristes, mais aussi à distance des pratiques bi-communautaristes qui se superposent à la multiculturalité bruxelloise, la question se pose d'inventer pour Bruxelles des politiques culturelles, notamment basées sur le dialogue et les initiatives interculturelles, sur le métissage et l'hybridité, qui puissent faire des pratiques culturelles des espaces de rapprochement et non de distanciation.

III. Pistes politiques

1. *Des dispositifs institutionnels conduisant les acteurs politiques et culturels à se détacher du cadre bi-communautaire*

Ceux qui appellent à une refondation des politiques culturelles à Bruxelles se divisent en gros entre ceux qui optent en faveur d'une régionalisation de la culture (et par extension de toutes les matières personnalisables) et ceux qui entendent une collaboration accrue entre les communautés avec une dynamique de développement du secteur bicommunautaire, interculturel, multilingue. Les deux positions se heurtent à la réalité institutionnelle selon laquelle les instances politiques régionales sont elles-mêmes formatées selon un cadre bi-communautaire, intégrant au niveau électoral la division entre deux collèges électoraux, et, aux niveaux législatif et exécutif, des logiques de quotas ou de parité qui sont en décalage par rapport à la réalité sociale et culturelle de la région. Pour créer les conditions institutionnelles d'une ouverture intercommunautaire des dispositifs et des pratiques existantes (partage des infrastructures, des bibliothèques...), mais aussi du développement d'initiatives interculturelles comme il en naît d'ailleurs de plus en plus, il est nécessaire que les acteurs culturels et politiques acceptent de se détacher d'appartenances communautaires exclusivistes et qu'ils se positionnent aussi comme les garants d'un développement culturel dont l'horizon se décentre de leur seule appartenance communautaire vers une dynamique urbaine qui transgresse ces clivages. Ce décentrement pourrait être favorisé, au niveau de la classe politique, par une disjonction entre mandats régionaux et communaux d'une part et appartenances communautaires de l'autre.

2. *Une vision culturelle pour la capitale de l'Europe*

Au niveau de ses politiques culturelles, la capitale d'une Europe postnationale, se pensant comme capitale polycentrique et mise en réseau, se devrait :

- d'ambitionner d'être une "image" et une expérience culturelles positives pour tous les Européens et, pour cela, non seulement être une scène importante, mais surtout un moteur et un nœud dans des réseaux de villes (capitales par exemple) et des réseaux artistiques, un espace d'échanges et de carrefour d'expériences culturelles (y compris bien sûr au niveau de la Belgique) ce qui suppose des stratégies de co-production, d'exportations et d'accueils de réalisations culturelles... Être reconnue véritablement comme capitale de l'Europe exige une ambition forte, comme celle par exemple de devenir le New York Européen;
- de disposer d'institutions artistiques de renommée internationale
- d'assumer des ambitions de réflexivité critique, de constituer un espace public de forums et de débats, en particulier sur les conditions du développement culturel, liberté d'expression, hybridité, reconnaissance, accès à la culture, altermondialisme,...
- de constituer un espace d'accueil pour des expériences culturelles novatrices. Là s'imposent d'ailleurs, dans un contexte de capitalisme culturel, des politiques volontaristes en faveur d'initiatives expérimentales exigeantes qui ne

peuvent trouver leur place dans des logiques dominées par des impératifs de rentabilité;

- d'accorder une place centrale à la formation culturelle, et de favoriser le développement d'écoles artistiques de haut niveau – ce qui déjà est un atout remarquable de la région – en amplifiant leur attractivité internationale. Avec les institutions traditionnelles d'enseignement, de susciter des espaces internationaux de formation à l'excellence artistique (workshops, summer schools...).

3. *Faire de la créativité un enjeu de développement urbain*

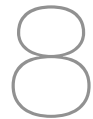
Aujourd'hui, le développement urbain dépend notamment de la concentration et de la mise en relation de talents divers qui peuvent de façon créative, productive et spécifique résoudre des problèmes complexes. Ainsi :

- le nombre de viviers de talents et leur mobilisation dans la construction d'une convivialité urbaine est-il le meilleur atout pour un "city imaging", voir un "branding" ou un "city marketing" ?
- devient-il de plus en plus indispensable de développer une politique économique de la culture, intégrant, y compris au niveau de l'attractivité, la prise en compte du secteur marchand et plaçant la dimension des industries culturelles et des potentialités socio-économiques de l'interculturalité au centre de leurs politiques économiques ; mais aussi, face à la montée en puissance des liens entre économie et culture, de penser, à côté des politiques de subsidiation, et sous peine de verser dans une instrumentalisation économique de la culture, au développement de politiques de régulation, agissant par exemple sur la fiscalité, sur l'établissement de dispositifs contractuels avec les opérateurs privés, sur des politiques d'autorisation, de couvertures de risques... ?
- convient-il d'accorder une attention particulière à l'accompagnement vers la valorisation, la professionnalisation, l'internationalisation... d'initiatives se développant localement et qui peinent à se stabiliser et à grandir ?
- devrait-on s'inspirer des politiques de *clusters culturels* ou *clusters créatifs* comme il en existe ailleurs ?

4. *Faire de Bruxelles un "milieu culturel"*

Au-delà du maintien et du développement d'une politique participative et de démocratie culturelle, que la ville devienne davantage un "milieu culturel" suppose une convergence entre les dynamiques culturelles de la ville et les formes dans lesquelles la ville se matérialise : maillage culturel, liens à construire entre mobilité et culture tenant compte à la fois de l'accessibilité des lieux culturels et des rythmes de leurs activités, extension des heures d'ouverture des institutions culturelles, création d'infrastructures manquantes, notamment certaines infrastructures de grande échelle, mais aussi création d'espaces d'accueil de jeunes créateurs, d'espaces de production culturelle...

Plus globalement, si la ville est un espace culturel c'est aussi parce qu'elle favorise les fréquentations avec l'autre et offre des expériences riches et hospitalières. Cette dimension à la fois évidente et souvent oubliée exige que la ville dans sa matérialité soit pensée sous un tel horizon culturel. Cela implique notamment :



- une politique d'espaces publics, actuellement extrêmement pauvre et déficiente à Bruxelles. Il s'agit aussi bien de maintenir un espace public urbain à l'encontre des fortes tendances de privatisation. Ainsi l'espace public devient en quelque sorte un centre culturel permanent;
- une politique d'art public;
- une politique architecturale qui accepte enfin une architecture contemporaine tout en lui imposant des exigences de qualité, et cela au travers de la généralisation de politiques de concours internationaux favorisant le débat public, de même qu'une ambition architecturale qui a beaucoup manqué dans le passé récent de Bruxelles;
- une politique volontariste de lutte contre la dualisation socio-spatiale de la ville qui est aussi une dualisation culturelle.

Bref, là est attendu que désormais, et bien qu'elle ne soit pas une compétence régionale, la culture figure au centre des dispositifs de planification stratégique de la ville, en particulier du PRD.

5. *Repenser la démocratisation de la culture*

Des analyses récentes montrent l'échec relatif des politiques de démocratisation de la culture initiées dès les années 50-60 du siècle dernier, mais aussi le changement radical des formes d'accès en particulier des jeunes à la culture (via internet mais aussi via une culture d'images de marques qui imprègne profondément leur socialisation). Les caractéristiques sociales (forte dualisation), démographiques (importance des jeunes) et multiculturelles de Bruxelles posent avec acuité cet enjeu d'accès.

Par rapport à cela s'imposent à tout le moins plusieurs pistes de réflexion :

- d'une part sur la question des infrastructures d'accès à la culture, et notamment de lutte contre la fracture numérique;
- d'autre part, tous les analystes s'accordent pour constater que les politiques de démocratisation de la culture initiées à partir des années 50-60 ont de fait été concomitantes à l'accroissement de la séparation entre enseignement et culture. La question de l'accès à la culture ne peut pas être réduite simplement à sa dimension économique, pour cette raison la réintégration dans l'école d'une forte formation culturelle paraît aujourd'hui essentielle;
- enfin, le développement d'un horizon politique intégrant politique culturelle et dimension sociale et maintenant, au cœur même des politiques culturelles des ambitions qui voient dans la culture un vecteur au travers duquel se construisent des identités solides, critiques... et se constituent ou se raffermissent des liens sociaux. Là s'imposent certainement des réflexions sérieuses sur les articulations et les continuités à construire entre les domaines que l'on qualifie souvent au travers des termes "artistique" d'un côté et "socio-culturel", "éducation permanente" ou "démocratie culturelle" de l'autre et dont beaucoup d'initiatives récentes montrent les rapprochements, d'ailleurs réciproques, mais que l'instrumentalisation économique de la culture risque de mettre à mal.

6. *Articuler les échelles*

Nous plaçons pour que l'internationalisation culturelle de Bruxelles s'appuie sur les dynamiques culturelles émergentes (Réseau des Arts à Bruxelles, Brussels Kunstenoverleg, Kunstenfestivaldesarts...) plutôt qu'elle ne se construise à partir d'acteurs spécialisés dans le seul marketing urbain mais déconnectés de la dynamique présente.

Plus précisément il nous paraît important de mieux articuler les registres des programmes et activités culturelles de proximité, d'importance communale et régionale, et de rayonnement supra régional et de gérer des passerelles de participation d'un registre à l'autre. Il s'agit en plus de mieux gérer le maillage culturel au niveau de sa distribution spatiale et de ses zones de concentration. L'activité culturelle étant une des attractions majeures pour la ville il s'agit aussi de surveiller les tendances centrifuges des activités pouvant accompagner les processus de péri-urbanisation, qui représentent également un "exode" du pouvoir d'achat, et donc du potentiel de consommation culturelle, vers la périphérie.

7. *Des pistes pour penser la multiculturalité*

Derrière la valorisation de l'interculturalité ou de l'hybridité se profile un arrière-plan imaginaire qui est très semblable à celui qui a conduit à la valorisation de la mixité comme facteur de cohésion sociale dans les politiques urbanistiques avec, faut-il le dire, des résultats mitigés. S'il convient incontestablement de défendre des politiques de dialogue interculturel au sens du Conseil de l'Europe et dès lors de créer les conditions propices à de telles initiatives (notamment le multilinguisme, les initiatives de contacts et d'hybridité de cultures, les échanges, le travail de traduction, l'ouverture aux autres publics...), il ne faut pas forcément sous-estimer l'importance culturelle de l'entre-soi. Celui-ci pose des questions complexes trop vite reléguées au nom soit du droit à la différence, soit de l'accusation de communautarisme. A tout le moins, par rapport à cette question, l'enjeu des politiques culturelles serait à la fois de dédramatiser l'entre-soi mais de promouvoir à son égard des politiques volontaristes de reconnaissance orientées dans le sens de l'ouverture et du dialogue interculturel.

Contre le communautarisme, et dans l'optique du dialogue interculturel, il convient de défendre la promotion des conditions d'un espace public où ce dialogue puisse s'opérer. Cela suppose des prises de position claires par rapport aux positions qui, au nom de la spécificité culturelle, refusent de telles conditions. Des communautés culturelles ne sont en contexte urbain possibles et favorables qu'à la condition qu'elles acceptent en principe et en pratique l'existence de l'Autre et qu'elles s'inscrivent dans le nécessaire développement d'une tolérance urbaine.

Par ailleurs, il ne saurait évidemment être question d'identifier langue et culture, mais il est aussi évident que le développement de toute dynamique culturelle suppose la capacité de communiquer et donc l'accès à une langue commune (qui à l'heure actuelle est clairement le français) ce qui peut supposer soit une langue partagée, soit des efforts de traduction, soit le multilinguisme... et dans tous les cas, des politiques d'enseignement volontaristes dont les écoles européennes pourraient fournir un modèle.

On peut à certains égards se demander si la question du dépassement des barrières culturelles ne s'opère pas d'abord dans des dynamiques culturelles émergentes qui doivent souvent peu de choses au volontarisme interculturel. Une part importante de la socialisation culturelle des populations jeunes s'opère aujourd'hui via les médias de communication, internet... et d'autres espaces où domine généralement l'anglais. Là s'impose sans doute de la part des pouvoirs publics mais aussi des acteurs culturels une attention à ces processus. Il existe des propositions en vue de revoir les lois linguistiques en reconnaissant ce fait ainsi que des propositions pour une ouverture vers cette troisième langue.

8. *Penser l'ensemble des politiques aussi sous l'horizon culturel*

De manière générale, la grande ville souffre particulièrement de la segmentation des politiques publiques. Or, on sait aujourd'hui que la dimension culturelle est un facteur qui doit être pris en compte dans la plupart des politiques publiques, qu'il s'agisse des politiques sociales, de santé, de tourisme, d'éducation, de prévention, économiques... De toute manière, de nombreuses politiques assument cela aujourd'hui, mais le font souvent de manière autonome sans s'accorder avec les acteurs culturels qui travaillent sur les mêmes terrains.

Références

- BOLTANSKI, L. et CHIAPELLO, E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BELL, D. (1979), *Les contradictions culturelles du capitalisme*, Paris, PUF.
- CALLON, M., LASCOUMES, P., BARTHE, Y. (2001), *Agir dans un monde incertain*, Paris, Seuil.
- CHIAPELLO, E. (1998), *Artistes versus managers*, Paris, Métalié.
- CORIJN, E et W. DE LANNOY (eds) (2000), *Crossing Brussels. La qualité de la différence. De kwaliteit van het verschil*, Brussel, VUB-Press: 333pp.
- CORIJN, E., DE CORTE, S. et DE LANNOY, W (2004), "From a Multicultural and fragmented city towards the "Mediterranean" capital of Europe", in INURA, *The contested metropolis. Six cities at the beginning of the 21st century*, Birkhauser, Basel/Boston/Berlin: 78-88.
- CORIJN, E. (2006), "Culturele participatie en maatschappelijke integratie sporen niet noodzakelijk samen", in M. Leye (ed.): *Over (Cultuur)Participatie*, Kunst & Democratie/EPO, Brussel: 177-212.
- CORIJN, E. (2006), "Building the capital of Europe as a *heterotopia*", in C. HEIN (ed): *Bruxelles l'Européenne. Capitale de qui ? Ville de qui ?*, Les Cahiers de la Cambre-Architecture, nouvelle série n°5, mars 2006, Bruxelles, ISACF-La Cambre et La Lettre Volée: 52-66.
- CORIJN, E. et G. COCHEZ (2006), "Brussels, a small world city in the making", in *Janus* vol 21, Janus vzw, Ghent: p. II 6-12.
- CORIJN, E. (2007), "Bruxelles n'est pas le problème, c'est la solution" in *Imagine. Demain le monde*. N°64, novembre-décembre 2007, 18-19.
- DE WASSEIGE, A. (2000), *Communauté Bruxelles-Wallonie : quelles politiques culturelles ?*, Bruxelles, Quorum.
- DE WASSEIGE, A. (2006), *Refonder les politiques culturelles. Le cas de la Communauté française de Belgique*, Bruxelles, Sans titre- 100 titres.
- DUMONT, H. (1996), *Le pluralisme idéologique et l'autonomie culturelle en droit public belge* (2vol), Bruxelles, Bruylant.
- FLORIDA, R. (2002), *The Rise of the creative Class*, New-York, Basic Books.
- GENARD, J.L. (1999), *Les pouvoirs de la culture*, Labor, Bruxelles, 1999.
- GENARD, J.L. (2002), "L'émergence de l'associatif comme projet social, politique et culturel" dans *Pyramides, revue du laboratoire d'études et de recherches en administration publique*, n°6, automne 2002, consacré au thème "Acteurs associatifs et politiques publiques", p. 31-51.
- GENARD, J.L. (2003), "Qu'est-ce que l'art contemporain ?" dans *La Revue Nouvelle*, n°7, juillet 2003, p. 10-21.

- GENARD, J.L. (2003), "L'idéologie de la créativité et ses contradictions" dans *Enjeux de la créativité, réflexions et perspectives*, Ministère le Communauté française, Direction générale de la Culture, Bruxelles, 2003, p. 21-29.
- GENARD, J.L. (2006), "Quelle identité pour Bruxelles ?" in C. Hein (ed): *Bruxelles l'Européenne. Capitale de qui ? Ville de qui ?*, Les Cahiers de la Cambre-Architecture, nouvelle série n°5, mars 2006, Bruxelles, ISACF-La Cambre et La Lettre Volée.
- GENARD, J.L. et LUND, I. (2006), "De nouveaux enjeux pour la participation. L'aménagement de la place Flagey à Ixelles" dans *Les cahiers de l'Urbanisme*, Ministère de la Région Wallonne, septembre 2006, n°61, P. 51-59.
- GENARD, J.L. (2008), "Architecture and reflexivity" in G. PFLIEGER, L. PATTARONI, Ch. JEMELIN et V. KAUFMANN (éd), *The social fabric of the networked city*, EPFL Press, Routledge, Lausanne, Oxford, p. 89-107.
- GROTH, J et CORIJN, E. (2005), "Reclaiming Urbanity: Indeterminate spaces, informal actors and urban agenda setting. A case study" in Helsinki, Brussels and Berlin, in *Urban Studies*, vol 42, nr 3, Routledge, London : 511-534.
- HABERMAS, J. (1989), "La souveraineté populaire comme procédure" dans *Lignes*, n° 7, septembre 1989 : 29s.
- HABERMAS, J. (1997), *Droit et démocratie*, Paris, Gallimard.
- HEIN, C. (2006), *Bruxelles l'Européenne. Capitale de qui ? Ville de qui ?*, Les Cahiers de la Cambre-Architecture, nouvelle série n°5, mars 2006, Bruxelles, ISACF-La Cambre et La Lettre Volée Bruxelles.
- LANDRY, C. (2000), *The Creative City*, London, Earthscan, Londres.
- LASH, S.(1999), *Another modernity : a different rationality*, Oxford/Cambridge, Blackwell.
- LASH, S. et LURY, C. (2007), *Global culture industry*, Cambridge, Polity Press.
- LEBON, F. (2002), *Culture et citoyenneté. Pour un développement culturel durable*, Bruxelles, Collection Culture, Education permanente, Communauté française, numéro 6, 2002.